

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

Patrice Adam : Évaluation (illicite) des salariés et action collective.

François Gaudu : Les ruptures d'un commun accord.

Stéphane Michel : Présentation succincte des critères de représentativité syndicale après la loi du 20 août 2008.

JURISPRUDENCE

voir notamment :

Annulation d'une prime antigrevé dissimulée sous l'apparence d'une avance remboursable de l'employeur.

Tribunal de grande instance de Dax (Référés) 15 avril 2008 - Note Pascal Rennes (p. 611)

Seuls les licenciements collectifs prononcés dans le cadre d'un PSE sont visés par la prescription de l'action en contestation prévue à l'art. L 1235-7 C. Tr. (L 321-16 anc.).

Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 4 juillet 2008 - Note Paul Darves-Bornoz (p. 616)

Démision du salarié et bénéfice du plan de sauvegarde de l'emploi.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juin 2008 - Note Daniel Joseph (p. 620)

Appréciation du respect du SMIC : le paiement des temps de pause est exclu.

Conseil de prud'hommes de Perpignan (Comm. - dép.) 1^{er} avril 2008 ; Tribunal de police de Lyon 24 octobre 2008 - Note Gilbert Jacquemet (p. 624)

L'action des syndicats pour imposer le respect des prérogatives des IRP dans le cadre d'une externalisation de services.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 juin 2008 - Note Claudy Ménard (p. 626)

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Thierry Tauran** (pp. 3 et 4 de la couverture).



Doctrine :

Évaluation (illicite) des salariés et action collective (à propos de TGI Nanterre, 5 septembre 2008, RG n° 08/05737, CHSCT nord et a. c/ Sté Wolters Kluwer France) par Patrice Adam , Maître de conférences en droit privé, Université Nancy 2, Chercheur au CERIT-CRDP	585
Annexe : CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Dispositif d'évaluation des salariés – Rôle des IRP – Critères vagues portant sur des comportements et non des compétences professionnelles – Caractère illicite – Suspension du projet.	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE (2^e ch.) 5 septembre 2008	591
Les ruptures d'un commun accord par François Gaudu , Agrégé des Facultés de droit, Professeur à l'université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne	594
Présentation succincte des critères de représentativité syndicale après la loi du 20 août 2008 par Stéphane Michel , Maître de conférences à l'Université de Valenciennes, membre de l'Institut du Développement et de la Prospective, EA 1384	604

Jurisprudence :

GRÈVE – Protection – Avance d'une prime remboursable proposée aux travailleurs s'engageant à maintenir la permanence de leur prestation – Atteinte à un droit fondamental – Annulation par le juge des référés – Dommages-intérêts pour le syndicat.	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE DAX (Référé) 15 avril 2008	611
Note Pascal Rennes	612
GREVE – Réquisition – Arrêté préfectoral – Contestation – Mesure disproportionnée – Annulation.	
1) TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LYON (Référé) 1^{er} juin 2008	613
2) TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LYON (Référé) 4 juin 2008	614
Note Arnaud Mazières	615
LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE – Contestation – Prescription (L. 1235-7, L. 321-16 anc.) – Application – Absence d'obligation d'établir un PSE (non).	
COUR D'APPEL DE CHAMBÉRY (Ch. Soc.) 4 juillet 2008	616
Note Paul Darves-Bornoz	618
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – Plan de sauvegarde de l'emploi – Contenu – Indemnités – Bénéfice – Salarié ayant démissionné – Conditions.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 juin 2008	620
Note Daniel Joseph	620
RUPTURES DU CONTRAT DE TRAVAIL – Remise des documents au salarié – Caractère portable ou quérable – Distinction.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 23 mars 2005	621
Note Philippe Lejard , Avocat au Barreau du Val d'Oise, Chargé de Cours à l'IEJ de Paris Sud	621
SALAIRES – Smic – Montant – Détermination – Contrepartie des temps de pause – Inclusion (non) (deux espèces).	
Première espèce : CONSEIL DES PRUD'HOMMES DE PERPIGNAN (Commerce - Départage) 1^{er} avril 2008	
Deuxième espèce : TRIBUNAL DE POLICE DE LYON 24 octobre 2008	624
Note Gilbert Jacquemet , Défenseur syndical	625
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Action en justice – Intérêt collectif de la profession – Domaine – Institutions représentatives du personnel – Obligations d'information et de consultation – Respect.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 24 juin 2008	626
Note Claudy Ménard	627
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Discrimination – Protection – Activités syndicales.	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 mai 2008	630
Note Emmanuelle Richard , Juriste syndicale	631